



L'AVENIR DE L'AGRICULTURE EN MAURITANIE: 2030-2063

Étude de cas : Défis et Opportunités pour les projets
financés par le FIDA

Étude réalisée en 2020 et publiée en 2021.

Équipe de rédaction :

Rédigé par l'Équipe FIDA Mauritanie : Takuro Harada et Assefa Woldeyes

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner

Crédit photo : FIDA©

Ce rapport est disponible pour usage public sur : <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>

Et données accessibles à : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>

~~ The views expressed in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the International Fund for Agricultural Development (IFAD). The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The designations of «developed» and «developing» countries are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgement about the stage reached in the development process by a particular country area.~~

Ouvrage collectif rédigé par le Groupe Gestion des Savoirs du Hub FIDA¹ – sous la direction de Benoit THIERRY

Suite aux Ateliers Régionaux 2019 et 2020, tenus avec les projets des pays du Hub FIDA Afrique de l'Ouest, et à la présentation que nous avons fait des enjeux des 10, 30 et 50 prochaines années dans la région face à la croissance démographique, aux changements économiques, alimentaires et climatique, nous avons décidé de poursuivre cet effort d'analyse prospective sur l'agriculture.

Cet exercice permet de mieux comprendre les tendances à l'œuvre, les opportunités à saisir et les politiques et actions à entreprendre pour nourrir le milliard de personnes supplémentaires qui peupleront l'Afrique en 2050 et évaluer les changements nécessaires dans la transformation des systèmes agraires (diversification, accroissement de la productivité, etc...) pour cela, tout en créant des emplois pour la jeunesse et permettre un revenu décent aux producteurs de l'agriculture familiale.

Ainsi l'Atelier Régional 2020, a permis d'approfondir l'analyse et déterminer les enjeux actuels et futurs (quantifiés), et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés : le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Cap Vert (Cabo Verde) pour aboutir à différents scénarii d'engagement des gouvernements, du secteur privé et des organisations paysannes.

L'Atelier a cherché notamment à dégager les défis majeurs qui attendent ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de la sécurité alimentaire aux horizons 2030 (Objectifs Nations Unies), 2050 (doublement population) et 2063 (Agenda Union Africaine) voire 2100 (avant le début du Vingt Deuxième siècle), sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

La réflexion est organisée autour des questions suivantes :

- Quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance agricole actuelle, de l'évolution démographique, de l'urbanisation accélérée, les nouvelles pratiques alimentaires en visant une amélioration des revenus ?
- Quels doivent être les objectifs d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire croissante, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles ?
- Quels réservoirs d'emploi peut constituer le secteur rural avec l'ensemble de ses activités économiques : infrastructures, services, production agricole et sylvo pastorales, filières, etc.. et permettre d'utiliser au mieux le dividende démographique dans les pays qui vont en bénéficier.
- Quel cadre de politique d'investissements doit être mis en place impliquant l'ensemble des secteurs concernés, dans un contexte de transformation structurelle de la demande et l'offre de produits alimentaires ?

La présente synthèse est le fruit des résultats des travaux des ateliers, enrichis de données qualitatives issues des documentations complémentaires issues des bases de données nationales et internationales. Elle est soumise à l'examen critique des responsables des projets du FIDA des pays concernés et des experts ayant participé à l'atelier. Ces échanges interactifs ont été organisés et étroitement coordonnés par le Bureau Sous Régional du FIDA afin de présenter les scénarios possibles pour discussion aux groupes de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans les pays concernés et pouvoir reviser et améliorer ces premières versions des études par pays.

Les monographies prospectives par pays (powerpoint et texte pdf) présentant l'essentiel des contributions sont disponibles sur <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>.

Par ailleurs les simulations de croissance démographique, changement climatique et production agricole (modèles extensifs, intensifs, cultures sèches, irrigation, élevage) ont été transcrites dans un module en ligne « SIMAGRI » accessible sur : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>. Ce module permet à tout un chacun, d'estimer les données 2030, 2050 et 2063, et « la prospective étant un art difficile », d'élaborer différents scénarios de croissance tant pour la sécurité alimentaire, que pour les investissements nécessaires dans chaque pays concerné.

Nos remerciements vont à toutes les équipes FIDA des pays qui ont rédigé ces études de cas sous notre direction méthodologique, au groupe gestion des savoirs du Hub Afrique de l'Ouest qui a coordonné les productions et Assefa Woldeyes qui a re-écrit et harmonisé l'ensemble des documents d'accompagnement.

Notre souhait le plus vif est que ces documents soient utilisés par les groupes de dialogue de politique agricole dans les pays concernés, étendus ensuite à d'autres pays et améliorées par les autorités nationales et institutions sous régionales CEDEAO/ECOWAP/OECD/CILSS/UA afin de planifier les investissements indispensables à moyen et long terme (10, 20, 30 ans) qui permettront à l'agriculture africaine de surmonter les défis du doublement puis triplement de la production agricole pour répondre à la croissance démographique et permettre aux producteurs agricoles, pasteurs, et pêcheurs de se nourrir, de créer des emplois, et de générer un revenu décent pour leur famille.

Benoit THIERRY

Représentant Régional Afrique de l'Ouest,
Fonds International pour le Développement Agricole - FIDA



Sommaire

	Page
Résumé	1
Abstract	3
Chapite I : Contextualisation	
1. Introduction	
2. Géographie, climat, population, zones agro-écologiques	5
3. Contexte économique et social	6
4. Secteur rural	8
5. Défis et enjeux majeurs	9
Chapitre II : Analyses et projections	
6. Productions et besoins actuels et futurs	12
Chapitre III : Complément COVID-19	
7. Complément COVID-19, questions clés soulevées et opportunités	17
Chapitre IV : Stratégie d'investissements et conclusion	
8. Cadre d'investissements	18

Résumé

Avec 1.030.700 km² de superficie, la Mauritanie est limitée à l'ouest par l'Océan Atlantique, est entouré par le Sénégal, le Mali, l'Algérie et le Sahara occidental. La population, à l'origine majoritairement nomade, s'est fortement sédentarisée. Elle est estimée en 2019 à 4,5 millions d'habitants avec une densité moyenne de 4,4 habitants/ km². La population est jeune avec 40% de moins de 15 ans.

La population rurale représente 44% de la population. Les projections montrent une population en croissante qui atteindrait presque 6 millions de personnes en 2030, 9 millions en 2050 et 17 millions en 2100.

L'économie mauritanienne a connu une période faste avec un taux de croissance annuel moyen de 3,8% entre 2010 à 2018. La baisse des prix mondiaux des matières premières et de la production nationale de pétrole a ralenti le taux de croissance à 3,6% en 2018. La contribution du secteur rural à la formation du PIB a été de 19% sur la période 1998-2000 et 16% sur la période 2001-2004, une baisse due à une succession de catastrophes naturelles (sécheresses, péril acridien). Le secteur primaire contribue à environ 30% du PIB y compris agriculture, sylviculture, pêche et activités minières.

Environ 20 millions d'hectares (soit 20% de la superficie du pays) sont aptes à diverses activités agro-sylvo-pastorales. L'espace dédié aux activités agropastorales représente à peine 10% du territoire dont seulement 513.000 hectares de terres cultivables y compris les 135.000 hectares de terres irrigables le long du fleuve Sénégal et de ses affluents.

La production céréalière, très irrégulière d'une année à l'autre, ne couvre que 30% des besoins de la population et est donc largement dépendante des importations et de l'aide alimentaire. La dépendance est moins forte pour les produits animaux notamment la viande rouge.

Les activités sont réparties en quatre grandes zones agro-écologiques: i) une zone aride ou saharienne caractérisée par un mode de production de type oasien, une variante d'agriculture pluviale en milieu d'extrême aridité; ii) une zone sahélienne sous pluies irrégulières où se pratiquent des cultures pluviales en mode extensif et un élevage transhumant ; iii) la vallée du fleuve Sénégal dominée par l'agriculture irriguée; iv) et une zone maritime le long de la façade atlantique dont la présence des deux principales villes du pays (Nouakchott et Nouadhibou) en fait une des plus importantes en matière d'élevages laitier et de volaille, et de cultures maraîchères périurbains en mode intensif.

Le pays dispose d'un cadre stratégique de référence par le document de Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural (SNDSR) à l'horizon 2025, incluant une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire. La SNDSR a posé les jalons d'un développement des filières agropastorales stratégiques à l'horizon 2025, parmi lesquelles: i) des filières agricoles orientés vers des productions maraîchères et fruitières diversifiées selon différents modes de production, une production de céréales traditionnelles dans les zones de culture pluviale et de décrue et une production rizicole le long de la vallée du fleuve Sénégal sur les terres aménagées et irriguées ; ii) des filières animales dont une filière laitière organisée autour des unités modernes de transformation industrielle et de petites unités de vente de lait, une filière de viande rouge et animaux sur pied, qui entretient des petits, moyens et grands éleveurs et une filière avicole qui bénéficie de la mise en place de fermes avicoles périurbaines.

Dans les décennies à venir, le secteur agropastoral devra faire face à trois défis majeurs: i) l'augmentation significative et la diversification (verticale et horizontale) des productions, l'adaptation de l'offre à une demande croissante, l'amélioration de l'accès social et géographique à l'alimentation, la réduction de la dépendance aux importations de produits alimentaires et l'augmentation des exportations de produits qui bénéficient d'avantages comparatifs ; ii) accompagner le changement

démographique en répondant à la demande alimentaire croissante et en insérant les jeunes actifs dans les chaînes de valeur alimentaires générées par les changements des habitudes de consommation et les modes d'accès aux produits alimentaires ;
iii) atténuer les effets du changement climatique en apportant des réponses techniques d'adaptation cohérentes et durables.

Globalement, les projections de consommation alimentaire indiquent une croissance exponentielle, mais à des taux de croissance différents. Entre 2020 et 2100 la croissance de la consommation des céréales aura quadruplé, celle de la viande rouge multipliée par six et celle des légumes multipliés par 20. Au cours de la même période, les besoins de consommation devraient mobiliser une superficie de 3.359.000 ha de terres arables pour la production céréalière, 478.000 ha et 565.000 ha respectivement pour les légumes et les fruits. La demande en viande atteignant 602 milles tonnes à la fin de ce siècle, les investissements totaux nécessaires pour le secteur agropastoral s'élèveraient à 107 millions USD d'ici 2030, à 4,2 milliards USD d'ici 2050 et enfin 9,6 milliards USD d'ici 2100. Ces montants requis équivaldraient à 1% du PIB prévu en 2030, 19% en 2050 et 4% en 2100 respectivement. Il faut souligner que les projections ne sont pas des prévisions ; elles ne tiennent pas compte de phénomènes tels les rythmes de la transition démographique, de la baisse de la fécondité ou des migrations; sans compter les changements alimentaires, l'impact des changements climatiques, ou encore les inégalités d'accès à l'alimentation.

Cela étant, les projections posent de nombreuses questions : comment répondre aux besoins croissants compte tenu des potentiels agricoles viables (notamment fonciers) disponibles ou si les coûts financiers et humains sont bien trop élevés au regard des capacités existantes, ou encore si les coûts d'opportunités en valent la peine. Ou simplement, si elles n'imposent pas des choix d'investissements plus ciblés et plus sélectifs.

Abstract

With its territory of 1,030,700 km², Mauritania has an Atlantic coast and is bordered by Senegal, Mali, Algeria and on the northwest by Western Sahara. Originally, the country was mainly populated by nomadic tribes, who have now settled. The population was estimated at 4.5 million inhabitants in 2019, with an average density of 4.4 inhabitants/km². Rural populations make up 44% of the total. The population is young, with 40% of Mauritians under 15. If this trend continues, the population will reach almost 6 million in 2030, 9 million in 2050 and 17 million in 2100.

Mauritania saw an average annual economic growth rate of 3.8% between 2010 and 2019. The fall in world prices of raw materials and national oil production slowed the growth rate to 3.6% in 2018. The contribution of the rural sector to GDP was 19% over the period 1998-2000 and 16% over the period 2001-2004, a decrease due to a succession of natural disasters (droughts, locust invasion). The primary sector such as agriculture, forestry, fishing and mining activities contributes to approximately 30% of GDP. Poverty still affects 6% of total population, or 236,000 people.

About 20 million hectares (20% of the country's surface) are suitable for various agro-sylvo-pastoral activities. The space dedicated to agro-pastoral activities barely covers 10% of the territory, including only 513,000 hectares of cultivable land, of which 135,000 hectares of irrigable land along the Senegal River and its tributaries. Cereal production, which is very irregular from one year to the next, covers only 30% of the needs of the population, making the country dependent on imports and food aid. The population's dependency on imports is much lower for animal products, in particular red meat.

The activities are divided into four major agro-ecological zones: i) an arid or Saharan zone characterized by an oasis-type of production; ii) a Sahelian zone with irregular rains where rainfed crops are grown extensively and transhumant herding; iii) the Senegal River valley with irrigated agriculture; iv) and a maritime zone along the Atlantic coast, which is important for dairy and poultry farming and peri-urban vegetable crops in intensive mode.

There is a strategic reference framework outlined in the National Rural Sector Development Strategy (NRSDS) document, including a National Food Security Strategy. The NRSDS lays the groundwork for the development of the strategic agro-pastoral sector by 2025, including: i) agricultural sectors oriented towards vegetable and fruit productions according to different production methods, traditional cereal production in the rainfed areas and rice production along the Senegal River valley; ii) animal production including dairy production organized around modern industrial processing units and informal small milk production, processing and sales units, red meat production by small, medium and large breeders and a poultry production in peri-urban poultry farms.

The agro-pastoral sector faces three main challenges: i) significantly increase production to adapt to growing demand, improve social and geographic access to food, reduce dependency on food imports and increase exports of products; ii) respond to demographic changes by both coping with growing food demand and integrating young workers into the agricultural and non-agricultural segments of the food value chains generated by changes in consumption habits and modes of access to food products; iii) mitigate the effects of climate change by providing coherent and sustainable technically adapted responses.

Overall, food consumption projections indicate exponential growth but at different rates. Between 2020 and 2100, the growth in cereal consumption will increase fourfold, while that of red meat sixfold and that of vegetables twentyfold. During the same period, consumption needs should mobilize 3,359,000 ha of arable land area for cereal production, 478,000 ha and 565,000 ha respectively for vegetables and fruits. As the demand for red meat will reach 602,000 tons by the end of the century, total necessary investments in the agro-pastoral sector will amount to 107 million USD by 2030, 4.2 billion USD by 2050 and finally 9.6 billion USD by 2100. These required amounts are equivalent to 1% of the expected GDP in 2030, 19% in 2050 and 4% in 2100. It should be emphasized that the projections are not forecasts; they do not take into account phenomena such as the rhythm of demographic transition, the decline in fertility, or migration; not to mention food habit changes, the impact of climate change, or even inequalities in access to food.

However, this raises a number of questions on: whether such projections can actually occur, given the viable agricultural potential (particularly land) available or whether the financial and human costs are likely to be too high compared to the existing capacities, or even if the opportunity costs are worth it. Or simply whether they impose more targeted and more selective investment choices.



L'avenir de l'agriculture en Mauritanie : 2030-2063

Défis et opportunités pour les projets financés par le
FIDA

Rédigé par l'Équipe FIDA Mauritanie : Takuro Harada et Assefa
Woldeyes

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de
l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner





CONTEXTUALISATION

Introduction

i) **Cadre général. Produire plus pour nourrir plus** malgré la menace que fait peser le dérèglement climatique, mais aussi **produire mieux** tout en ménageant les ressources naturelles, tels sont les défis posés à l'agriculture¹ mauritanienne dans les décennies à venir. Ces défis impliquent une agriculture performante fondée sur : i) un accroissement de la productivité sur des bases durables ; ii) une disponibilité alimentaire stables tant en milieu urbain qu'en milieu rural ; iii) une amélioration des revenus agricoles pour un accès aux biens de consommation et aux services non agricoles ; v) et un effet de levier sur l'ensemble de l'économie rurale.

Face à la demande croissante et diversifiée de produits alimentaires induite par la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance des revenus, il est apparu nécessaire de faire évoluer la **politique agricole vers une politique alimentaire** intégrée qui, en plus d'inciter les producteurs à répondre à la demande de produits primaires, entraîne le développement des secteurs non agricoles en amont et en aval.

ii) **Objet du travail.** En octobre 2019 et novembre 2020, le FIDA, à travers son "HUB Afrique de l'Ouest", a organisé deux ateliers régionaux pour identifier les enjeux actuels et futurs, et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés, à savoir le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Cabo Verde. Les études ont porté notamment sur les défis qui attendent ces pays et les réponses à apporter aux horizons 2030, 2050 et 2100, sur la base de leur situation agricole et alimentaire respective.

Cette reprend les résultats des travaux, enrichis par des données qualitatives issues d'une documentation complémentaire et organisés autour des questions inter-reliées suivantes : i) quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenue de la croissance démographique rapide, l'urbanisation et l'amélioration des revenus ? ; ii) quelles sont les marges d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles ?

iii) **Cadre d'analyse.** Partant du scénario envisagé par l'étude, l'analyse se base sur les éléments suivants : i) la contribution du secteur agricole à la sécurité alimentaire est examinée en rapport avec quatre dimensions de cette dernière: la production alimentaire (disponibilité), la fourniture de moyens d'existence et de revenus (accès), comme moyen de diversifier l'alimentation (utilisation) et comme protection contre la volatilité des prix, les chocs liés aux marchés et d'autres chocs (stabilité) ; ii) les demandes croissantes et diversifiées de produits alimentaires consécutives à la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance des revenus valorisent les chaînes de valeur agroalimentaires² ; iii) assurer la sécurité alimentaire exige des besoins importants en investissements matériels et immatériels importants dans la promotion d'innovations techniques, technologiques et institutionnelles.

Géographie, climat, population, zones agro-écologiques

Avec 1.030.700 km² de superficie, la Mauritanie est limitée à l'ouest par l'Océan Atlantique, au sud par le Sénégal, à l'est et au sud-est par le Mali, au nord par l'Algérie et au nord-ouest par le Sahara occidental. Le pays dispose de 20 millions d'hectares (soit environ 20% de la superficie du pays) aptes

¹ Le terme d'agriculture de même que le secteur agricole inclut à la fois la production agricole, l'élevage et l'agroalimentaire.

² Les chaînes de valeur incluent production, transformation, conditionnement, distribution, commerce, transport des produits alimentaires.

à diverses activités agro-sylvo-pastorales. Les espaces aptes à l'activité agropastorale couvrent à peine 10% du territoire, dont seulement 513.000 hectares de terres cultivables y compris les 135.000 hectares de terres irrigables le long du fleuve Sénégal. Cette estimation ne prend pas en compte les zones dépressionnaires agricoles exploitées dans le nord et le centre du pays. Par ailleurs, la Mauritanie ne possède qu'un seul cours d'eau permanent, le fleuve Sénégal.

Le climat est généralement chaud et sec. Les maxima dépassent 44°C en mai-juin, et les minima peuvent descendre à 10°C en janvier et février. Les vents sont très fréquents et favorisent la progression de l'ensablement. La saison des pluies, qui conditionne en grande partie la production agropastorale, est très irrégulière dans le temps et l'espace. Elle s'étend en général sur une période de quatre mois, de juin à septembre, selon un gradient nord-sud allant de quelques millimètres à 450 mm/an le long du fleuve. La majeure partie du pays reçoit une pluviométrie inférieure à 300 mm/an. Durant les quarante dernières années, deux grandes sécheresses ont été enregistrées, en 1984-85 et en 1991-92.

La population, à l'origine majoritairement nomade, s'est fortement sédentarisée. Elle est estimée en 2019 à 4,5 millions d'habitants avec une densité moyenne de 4,4 habitants/km². La population rurale représente 44% avec un taux d'urbanisation de 56%. La population est jeune : 40% aux moins de 15 ans, 57% entre 15 et 64 ans et 3% plus de 60 ans. L'indice de fécondité est de 4,7 enfants/femme et l'espérance de vie de 62 ans. Si les tendances se maintiennent, la population atteindra 6 millions en 2030, 9 millions en 2050 et 17 millions en 2100. Sur le plan administratif, le pays est divisé en 13 Wilaya, 54 Moughataa et 216 Communes réparties sur cinq provinces géologiques.

Cinq zones agro-écologiques sont identifiées: i) la zone aride ou zone saharienne dont la pluviométrie annuelle est inférieure à 150 mm/an. Elle couvre 80% de la surface du pays ; ii) la zone sahélienne où les pluies irrégulières variant entre 150 et 500 mm/an permettent la pratique des cultures pluviales et un élevage transhumant ; iii) la zone de la vallée du fleuve Sénégal qui dispose de ressources en eau et d'une végétation permettant le développement des activités agro-sylvo-pastorales ; iv) et la zone maritime sur la façade atlantique qui s'étale sur une bande littorale de 800 km sur 50 km de large allant de Nouadhibou au delta du fleuve. La présence des deux principales villes du pays (Nouakchott et Nouadhibou) en fait une des plus importantes en matière d'élevages intensifs de type urbain laitier et de volaille, et de cultures maraîchères.

Contexte économique et social

Entre 2009 et 2014, le taux de croissance économique s'était établi entre 4% et 6,5% par an sous l'effet de la production pétrolière et minière (fer et cuivre), des résultats records obtenus dans le secteur de la pêche maritime et d'une relance du secteur agricole. Le taux de croissance se situait à 3,5% en 2015 puis à 1,5% en 2016 sous l'effet de la baisse des prix mondiaux des matières premières. En 2018, le PIB s'établissait à 5,235 milliards USD et à une moyenne de 1189 USD/habitant. Le secteur rural, hors pêche, occupe environ 56% de la population et joue un rôle important dans l'économie nationale. Sa contribution au PIB a été de 19% sur la période 1998-2000 et 16% sur la période 2001-2004, une baisse due à une succession de catastrophes naturelles (inondations, sécheresses et péril acridien). L'élevage contribue à 30% du PIB (y compris les filières de transformation/distribution) alors que l'agriculture (toutes productions végétales confondues) contribue à 4%. En 2014, 6% soit 236,000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec 1,90 USD/pers./jour. La pauvreté est essentiellement un phénomène rural avec une incidence de 60%.

Secteur rural

i) *Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural (SDSR-2025)*

La SNDSR définit la politique de développement rural en harmonie avec le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP 2011-2015) et la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA). Un Plan national de développement agricole (PNDA) est conçu pour mettre en œuvre les orientations définies par la SNDR. Il sert de cadre de référence des interventions publiques, des Partenaires Techniques et Financiers et de l'ensemble des investisseurs privés nationaux et étrangers. Le PNDA tient compte des programmes et initiatives du secteur agricole existants dans plusieurs documents programmatiques et plans élaborés au cours des dernières années, à savoir : i) le Plan National de Développement de l'Élevage et de l'Agriculture (PNDEA), ii) et le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIA-SA) élaboré en 2012 dans le cadre du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA).

Les principaux axes de la politique agricole visent : i) l'agriculture irriguée : réhabilitation des périmètres, amélioration de la productivité agricole (rizicole), diversification, conseils agricoles; ii) l'agriculture pluviale : sécurisation de la production par le développement d'ouvrages de retenues d'eaux, la conservation de la fertilité des sols, l'amélioration de la protection contre les ennemis des cultures et l'introduction de semences de qualité ; iii) l'agriculture oasienne : préservation des ressources aquifères, désenclavement ; iv) la gestion des espaces forestiers : exploitation optimale de la production de bois ; v) et l'élevage : croissance du secteur de manière durable et distributrice, réduction de la vulnérabilité des ménages pratiquant l'élevage.

La stratégie de sécurité alimentaire et la nutrition vise : i) la promotion d'une agriculture productive, diversifiée, durable et régionalement intégrée ; ii) le développement, la fluidification et l'intégration sous-régionale des marchés nationaux ; iii) l'amélioration durable des conditions structurelles d'accès des groupes et zones vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base ; iv) l'amélioration des dispositifs de prévention et de gestion des crises conjoncturelles, en cohérence avec la construction de la sécurité alimentaire structurelle ; v) le renforcement des capacités des acteurs et la promotion de la bonne gouvernance de la sécurité alimentaire ; vi) et des actions de sensibilisation en matière de nutrition communautaire via les services de santé, les coopératives féminines et les écoles.

ii) *Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE)*. Le PANE constitue l'instrument de planification pour l'ensemble des activités en matière de gestion environnementale. Sa mise en œuvre s'inscrit dans une approche programme et intersectorielle concertée. Le pays est signataire des principaux accords multilatéraux environnementaux ainsi que des conventions/accords régionaux dans ce domaine. Sa vision et son objectif général sont également alignés sur ceux relatifs au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Il traduit les réadaptations et alignements de politiques sectorielles en relation étroite avec la gestion durable des ressources naturelles. Le PANE couvre un large spectre de thèmes dont : i) la lutte contre la désertification ; ii) la conservation, restauration et gestion durable de la biodiversité ; iii) la lutte contre les effets du changement climatique ; iv) la gestion du littoral ; v) la filière bois énergie ; vi) et la réforme du cadre légal et institutionnel. D'après le GIEC, le climat évoluerait en hypothèse tendancielle, à moyen et long terme, vers i) un réchauffement global allant jusqu'à 3,5°C, ii) une baisse significative des précipitations jusqu'à 20 % et iii) une augmentation de la température de surface de l'eau côtière. L'ensemble des systèmes de production agricole, animale et halieutique sera affecté à des degrés divers selon leur latitude et position géographique.

iii) *Systèmes de production agricole*. L'agriculture repose sur cinq systèmes de cultures :

- *Le système de culture extensif pluvial en zone sablonneuse ou «diéri»* qui se situe au niveau des zones non inondables dont les surfaces cultivées varient beaucoup selon la pluviométrie. Les cultures pratiquées sont essentiellement le sorgho, le mil et le maïs ainsi que d'autres cultures associées.
- *Le système d'agriculture de décrue naturelle et de décrue contrôlée ou «walo»*, pratiqué dans les zones inondables de la vallée du fleuve Sénégal, dans les zones de dépression et les plaines dont

l'inondation est naturelle ou contrôlée. Les principales cultures y sont le sorgho et le maïs.

- *Le système de culture derrière barrages et bas-fonds* pratiqué dans les zones d'accumulation des eaux de pluies locales avec des surfaces cultivées très variables selon la pluviométrie. C'est surtout le sorgho qui profite de ce système, parfois aussi le maïs, et le niébé en association, ainsi que les légumes.
- *Le système d'agriculture irriguée grâce à l'eau du fleuve Sénégal et de ses affluents.* L'agriculture irriguée est pratiquée essentiellement dans la vallée du fleuve Sénégal, sur 3 campagnes non généralisées : le riz, principale culture en saison pluvieuse, et les légumes, le maïs et le sorgho, en contre-saison sèche.
- *Le système d'agriculture oasienne* dans les régions du nord, construit et maintenu là où existe une source d'eau ou lorsqu'une nappe phréatique est très proche de la surface du sol ou parfois sur le lit d'un cours d'eau. On y cultive essentiellement le palmier dattier auquel est associé le maraîchage.

iv) **Systèmes d'élevage.** Les effectifs de cheptel sont estimés à 1,7 millions de bovins, 10 millions d'ovins, 6,7 millions de caprins et 1,4 millions de camélins. La répartition du cheptel et des espèces est fonction des zones et des systèmes d'élevage. L'élevage permet l'autosuffisance du pays en viande rouge, et la réalisation d'exportations vers les pays voisins. L'élevage est dans la majorité des cas de type extensif, mais on assiste depuis quelques années à une évolution vers d'autres formes plus intensives. De ce fait, trois systèmes d'élevage cohabitent :

- *Le système d'élevage traditionnel ou transhumant.* caractérisé par des mouvements annuels de plus ou moins grandes amplitudes des troupeaux, du nord au sud.
- *Le système d'élevage semi-sédentaire* où les populations pratiquent à la fois l'élevage et l'agriculture et où les troupeaux utilisent en alternance les pâturages naturels du diéri et du walo après la récolte des champs de décrue et des périmètres irrigués. La taille des troupeaux dans ces régions est relativement plus réduite comparativement à celle des troupeaux transhumants.
- *Les systèmes d'élevage urbain et périurbain* engendrés en réaction aux effets de la sécheresse et en corollaire de l'urbanisation. Ces systèmes sont spécialisés dans l'élevage des caprins et l'embouche ovine, ainsi que dans l'aviculture. Leur objectif est la production de lait de chèvre, de viande rouge et de viande blanche et d'œufs.

v) **Filières agricoles.**

- **Production maraîchère.** La production maraîchère est diversifiée, conforme aux besoins de consommation les plus élevés de légumes. La plupart des exploitations maraîchères qui approvisionnent les marchés se trouvent dans la vallée du fleuve Sénégal, selon différents modes de production effectués en complément de la production de riz, sous palmeraies.
- **Production de fruits.** Les fruits produits sont les bananes, les mangues, les pastèques. La production fruitière de loin la plus significative demeure la production de dattes, autoconsommée à près de 60%, l'excédent est commercialisé dans les centres urbains.
- **Production de céréales.** Les céréales traditionnelles (mil, maïs, sorgho) sont entièrement produites dans les zones de culture pluviale (diéri et bas fonds) et de décrue, et le riz en zone irriguée. La production de céréales traditionnelles est réalisée à 86% en dehors des zones d'irrigation, et est donc dépendante totalement de la pluviométrie.
- **Production rizicole.** La production de riz est la principale culture pratiquée le long de la vallée. A l'exception du maraîchage, le riz occupe la quasi-totalité des terres aménagées dans les espaces

irrigués en maîtrise totale de l'eau. Les exploitations agricoles se répartissent en 3 catégories : i) les grands périmètres collectifs (casiers) où la gestion et l'entretien des ouvrages d'irrigation sont confiés aux organisations d'exploitants ; ii) les périmètres villageois attribués à des petits exploitants familiaux ; iii) et les exploitants privés ou commerçants.

vi) *Filières animales*

- **Filière viande rouge et d'animaux sur pied.** Elle est sans conteste la plus importante pour la consommation nationale et l'exportation. La filière se compose des petits, moyens et grands éleveurs. La vente du cheptel est effectuée sur les marchés hebdomadaires dans les grosses agglomérations ou à travers l'abattoir central de Nouakchott. La filière permet de dégager un excédent d'environ 36.000 tonnes pour l'exportation.
- **Filière laitière.** La filière laitière est prise en charge par cinq unités de transformation industrielle, qui gèrent des centres de collecte de lait frais, produisant une large gamme de produits (lait pasteurisé, lait UHT, yaourts, fromages etc) et par de petites unités de vente de lait frais ou caillé ou de production de beurre traditionnel. La production industrielle de produits laitiers est estimée à moins de 10% de la production nationale, très loin des besoins qui sont comblés par des importations estimées à 70.000 tonnes/an.
- **Filière avicole.** Cette filière bénéficie de la mise en place de fermes avicoles périurbaines. Les principaux acteurs de la filière sont les aviculteurs importateurs, les petits aviculteurs locaux et les intermédiaires vendeurs. Cette filière a un très fort potentiel de développement en raison des changements de mode de consommation.

Défis et enjeux majeurs

i) **Défi du développement du secteur agricole.** Le développement du secteur agricole joue un rôle essentiel à plusieurs égards : i) contribuer à la croissance économique qui passe par l'augmentation, la stabilisation et la diversification (verticale et horizontale) des productions et l'adaptation de l'offre à une demande croissante et diversifiée ; ii) stabiliser la population en zone rurale en améliorant ses conditions de vie, notamment par l'augmentation de ses revenus ; iii) améliorer la sécurité alimentaire et réduire les inégalités d'accès sociales et géographiques à l'alimentation ; iv) réduire les importations de produits alimentaires et augmenter les exportations de ceux qui bénéficient d'avantages comparatifs.

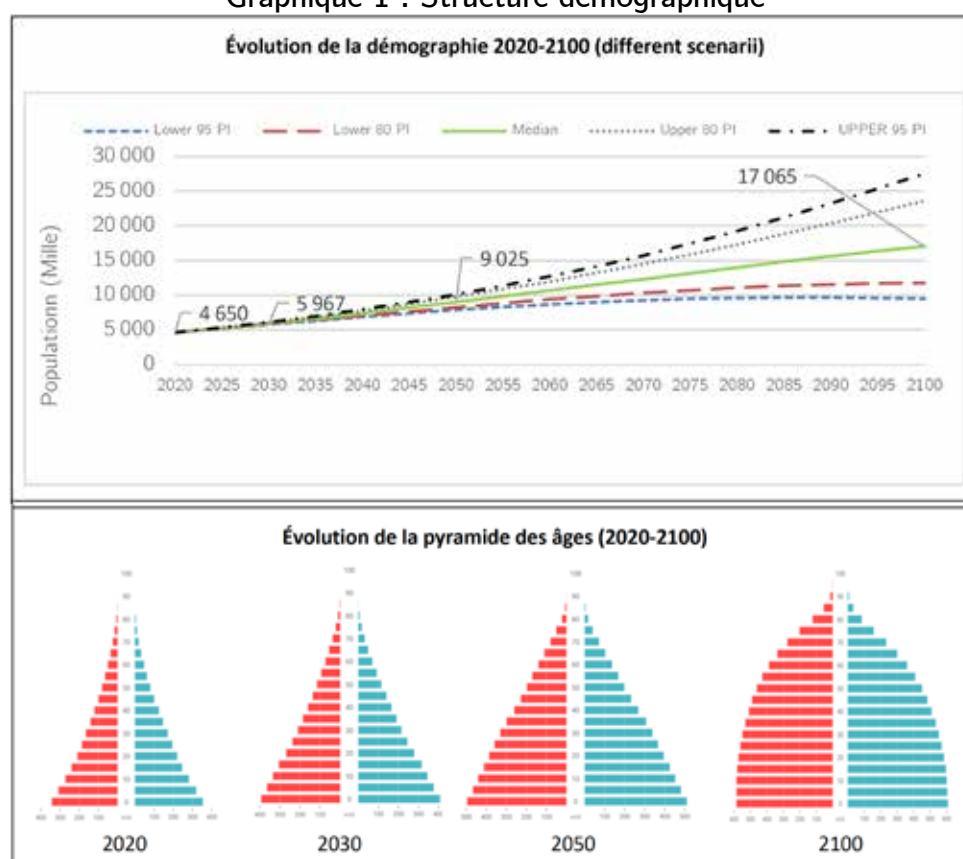
Toutes filières confondues et quels que soient les systèmes de production, les facteurs limitants sont presque tous similaires : i) insuffisance ou mauvaise qualité des intrants ; ii) rareté et mauvaise qualité des infrastructures et des moyens de production adaptés ; iii) diversités des contextes et des unités de production ; iv) faible diversification agricole et valorisation des produits ; v) manque d'entretien des ouvrages hydroagricoles ; vi) insuffisance des instruments financiers ; vii) faiblesse de structuration des producteurs ; viii) et formations et conseils techniques inadéquats. Le défi ici est de renforcer les chaînes de services diversifiés qui vont de l'approvisionnement des facteurs de production à leur mise en place en passant par la formation et les conseils agricoles et en irrigation. Elles impliquent l'ensemble des acteurs publics, privés et associatifs, y compris les organisations de producteurs et les prestataires (ONG).

ii) **Défi démographique.** Le secteur agricole doit d'abord accompagner les changements démographiques structurels marqués par, d'une part, un accroissement rapide d'une population de plus en plus urbanisée et sédentarisée et, d'autre part, une pyramide des âges qui montre une prépondérance des moins de 25 ans (graphique.1). Ces tendances structurelles soulèvent des interrogations cruciales mais non moins ambivalentes. D'un côté, la très forte croissance démographique est le résultat d'une baisse de la mortalité, qui est un acquis des progrès sanitaires. De l'autre, la « cohorte » de jeunes actifs qui « déferle » dans les centres urbains est considérée soit comme un « bonus démographique »,

source d'actifs productifs potentiels, soit une «charge» du fait de la hausse du nombre de citoyens et de dépendants à nourrir, et source de tensions sociales. Quel que soient le point de vue, l'enjeu principal consiste, à la fois, à faire face à la demande alimentaire croissante et à capter les bénéfices de ce dividende démographique en sécurisant le plus grand nombre de jeunes actifs.

iii) **Défi de l'emploi des jeunes.** L'agriculture actuelle ne peut continuer à absorber qu'une partie des jeunes ruraux; les exploitations agricoles, la taille des exploitations agricoles se réduisant. Ne trouvant pas de débouchés dans le milieu rural et/ou le secteur formel moderne, l'alternative qui s'offre aux jeunes actifs est de vivre d'expédients dans le secteur informel et/ou d'émigrer vers les pays voisins et les pays du nord. Relever le défi de l'emploi des jeunes implique d'achever la transition (ou la transformation) vers une intégration de l'économie urbaine et de l'économie rurale. Les changements dans les habitudes de consommation et les modes d'accès aux produits alimentaires entraînent le développement de nouvelles activités le long des chaînes de valeur alimentaire. Les activités générées représentent un important potentiel d'emplois pour les jeunes. Ces derniers pourraient s'investir dans les élevages (notamment urbains) à cycle court et être partie prenante dans les filières agroalimentaires (dans la production, transformation, transport et vente).

Graphique 1 : Structure démographique



Source: World Population Prospects - Population Division - United Nations, <https://population.un.org/wpp/Download/Probabilistic/Population/>

PI: "Prediction interval" en anglais signifie l'intervalle de fluctuation permettant de détecter un écart important par rapport à la valeur théorique pour une grandeur établie sur un échantillon.

iv) **Défi du changement climatique.** L'ensemble des zones et des systèmes de production est confronté à des épisodes répétés de sécheresse et à une dégradation des ressources naturelles affectant structurellement les capacités productives et les sources de revenus des populations. Selon les latitudes et les positions géographiques, les effets comprennent: i) une réduction et une descente vers le sud des pâturages sahéliens ; ii) une diminution des surfaces agricoles utiles ; et iii) une baisse progressive du débit du fleuve Sénégal. L'enjeu consiste à apporter des réponses techniques d'adaptation cohérentes et durables pour la gestion des risques de changements climatiques, en tenant compte : i) d'une évaluation contextualisée des risques ; ii) des pratiques locales d'adaptation aux changements climatiques ; iii) des interactions entre les espaces unitaires (exploitations) et communs (écosystèmes) ; iii) de l'implication des communautés locales, y compris les institutions locales ; iv) et d'une coordination des interventions relatives aux questions environnementales.



ANALYSES ET PROJECTIONS

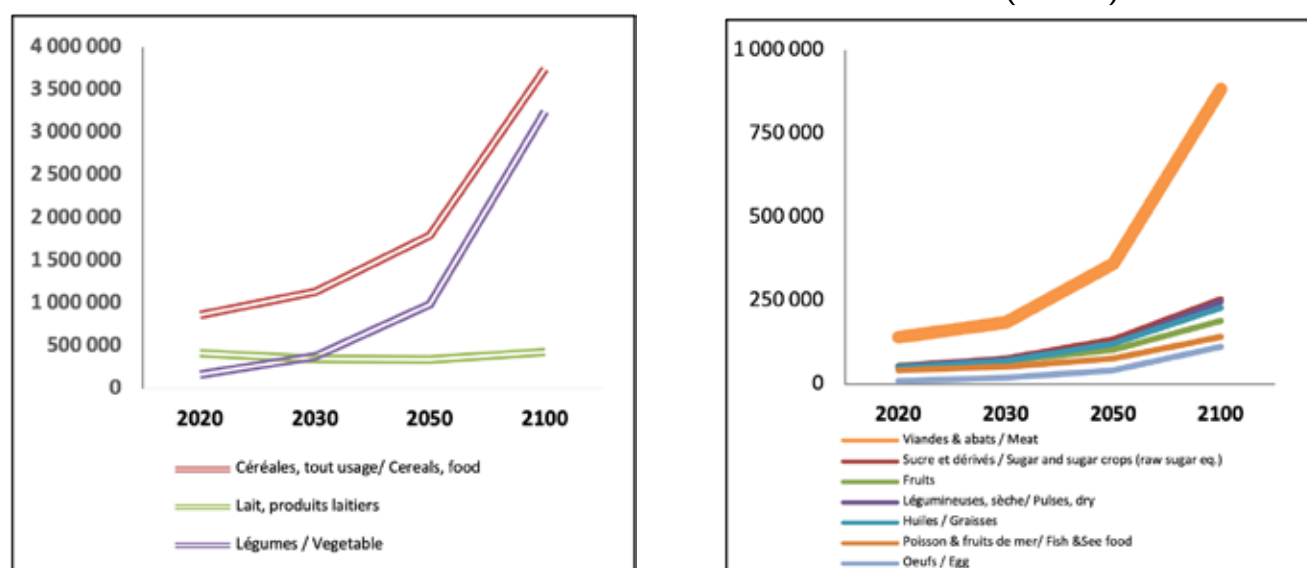
Production et besoins actuels et futurs

Le scénario des besoins futurs repose sur les hypothèses suivantes : i) des rendements actuels inchangés ; ii) des habitudes alimentaires qui restent les mêmes ; iii) des superficies annuelles qui augmente de 0,44% ; iv) des productions en viande et abats constants ; v) et une projection de la population conforme aux prévisions des Nations Unies. Ce scénario prolonge les tendances actuelles observées mais s'appuie uniquement sur une extension légère des surfaces cultivées, en l'absence de mouvement d'intensification des systèmes productifs.

i) **Évolution des besoins alimentaires.** Le graphique 2 suivant répartit les produits alimentaires en huit groupes, en tenant compte de leurs apports caloriques: les céréales, les produits sucrés, les graisses (huiles et graisses animales), la viande le poisson et fruits de mer, les œufs, les produits laitiers, et les autres aliments (légumineuses, graines oléagineuses). Il présente la relation entre la demande pour chacun des huit groupes et la croissance démographique.

Globalement, la consommation de chacun des groupes alimentaires augmentera, mais à des taux différents. La croissance de la consommation des céréales, des légumes et de la viande rouge est la plus remarquable. La consommation de céréales devrait passer de 866 milles tonnes en 2020, à 1,14 millions de tonnes en 2030 et à 3,75 millions en 2100, et celle de légumes passer de 169.000 tonnes en 2020 à 377.000 en 2030 et 3,24 millions de tonnes en 2100. La consommation de viande affiche une multiplication par quatre entre 2020 et 2100. En revanche, la consommation des autres groupes d'aliments affiche une croissance peu notable, celle du lait et des produits laitiers étant déjà bien ancré dans les habitudes alimentaires par rapport à d'autres pays de la zone. Toutefois, les pratiques alimentaires sont liées aux spécificités régionales : en zone pastorale où l'alimentation dominante est à base de viande rouge et de lait (frais ou caillé) avec les céréales, dans les vallées du fleuve où les habitudes alimentaires sont plus centrées sur le riz avec la viande et surtout le poisson.

Graphique 2 : Projection de l'évolution des besoins alimentaires en fonction des habitudes alimentaires entre 2020-2100 (tonnes)



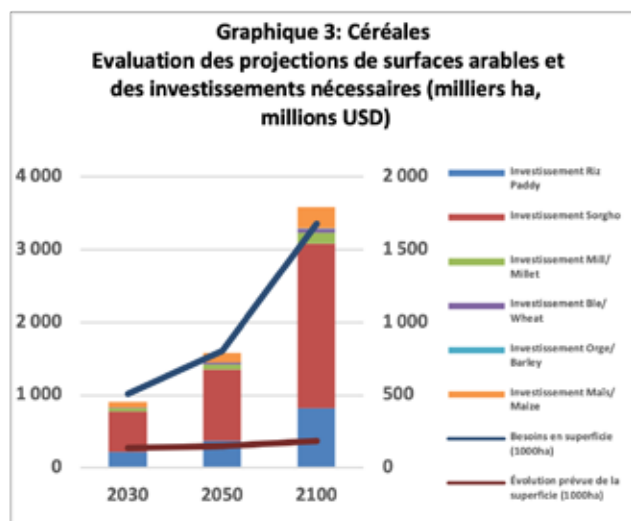
Source: Graphique de l'auteur calculé sur la base des données des 2 sources : 1) FAO, Cereal Supply and Demand Balance Sheet - 2) Mauritania - Our World in Data

ii) **Projections des besoins en superficies, productions et investissements.**

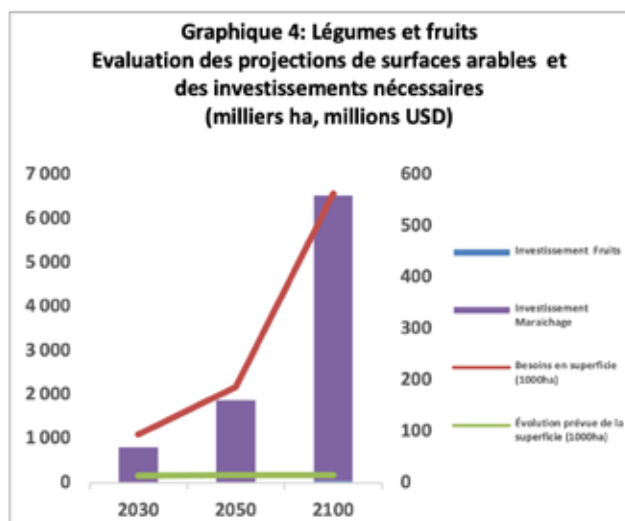
Céréales. La superficie des terres arables passerait à 1.021.750 ha en 2030, à 1.610.230 ha en 2050 et à 3.358.650 ha en 2100. Sécuriser autant de terres arables pour produire suffisamment nécessiterait un investissement de 450 millions USD d'ici 2030, 789 millions USD d'ici 2050 et 1,79 milliard USD d'ici 2100. Parmi les principales productions, le sorgho nécessiterait le plus de capitaux soit 280 millions USD d'ici 2030 et 1 134 millions USD d'ici 2100. Le riz paddy aurait besoin de 107 millions USD d'investissement en 2030, pour atteindre 407 millions USD en 2100 (graphique 3).

Légumes et fruits. Les légumes et les fruits mobiliseraient près de 94.000 ha et les fruits 565.000 ha en 2100, contre 1.800 ha actuellement. Un investissement de 804 millions et 14 millions USD respectivement serait nécessaire en 2030 et 1,8 milliard USD et 6,5 milliards USD d'ici 2050 et 2100 respectivement (graphique 4).

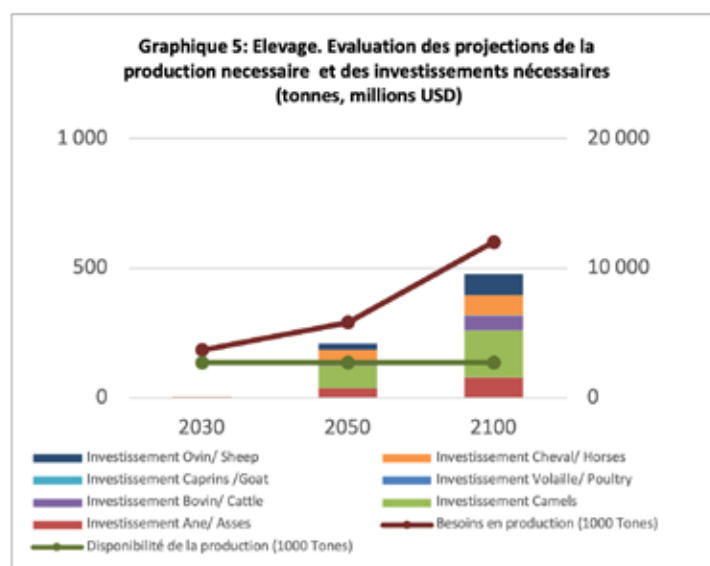
Élevage. Pour satisfaire la demande, la production nécessaire de la viande augmenterait de 141.000 tonnes en 2020 à 291.000 tonnes en 2050 et 602.000 de tonnes en 2100. Elle nécessiterait 4.2 milliards USD d'ici 2050 et 9.6 milliards USD d'ici 2100 (graphique 5).



Source : IFAD, 2021

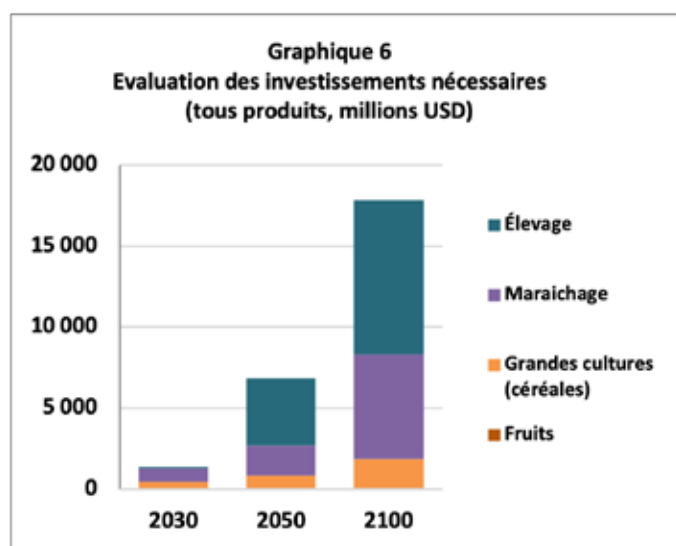


Source : IFAD, 2021



Source : IFAD, 2021

iii) **Projections globales.** Globalement, les investissements totaux dans le secteur agricole s'élèveraient à 1,37 milliard USD d'ici 2030, à 5,5 milliards USD supplémentaires d'ici 2050 et enfin 11 milliards USD d'ici 2100. Ces montants requis équivaldraient à 15% du PIB prévu en 2030, 31% en 2050 et 8% en 2100 respectivement. L'élevage nécessitera le plus gros investissement entre 2030 et 2100 ; sa part devrait varier de 7% de l'investissement total d'ici 2030 à 61% d'ici 2050 et à 53% d'ici 2100. Les légumes subiraient également des variations de 59% d'ici 2030, 27% d'ici 2050 et à 36% d'ici 2100. Quant aux principales cultures, leur demande d'investissement serait de 32% jusqu'à 2030, de 12% jusqu'à 2050 et également de 12% jusqu'à 2100 (graphiques 6 et 7).



Source : IFAD, 2021

Table1
Evaluation des investissements nécessaires
(tous produits, millions USD)

Produits	2030	2050	2100
Céréales	450	789	1 794
Légumes	804	1 851	6 484
Fruits	14	25	50
Élevage	107	4 185	9 549
TOTAL	1 375	6 849	17 877
% du PIB	15%	31%	8%

Source : IFAD, 2021



COMPLÉMENT COVID-19

Questions clés soulevées et opportunités

Le COVID-19 a provoqué une crise économique et exacerbé à court terme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en fragilisant et poussant les systèmes alimentaires près du point de rupture.

Questions clés soulevées:

Bien qu'il soit trop tôt pour prendre la mesure de toutes les incidences, la crise a d'ores et déjà révélé des effets systémiques sur les chaînes de valeur alimentaires dans leur ensemble. Elle soulève des questions sur: i) les systèmes de production agricole qui deviennent désormais dommageables pour la santé humaine et environnementale; ii) le besoin pressant de donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des plus vulnérables; iii) la primauté de maintenir les chaînes de valeur alimentaires « vivantes » en s'appuyant d'abord sur les chaînes de valeur locales ; iv) une approche équilibrée et complémentaire entre sauver des vies et rouvrir l'économie; v) et la prise en compte des risques alimentaires au même titre que les autres risques.

Opportunités :

- **Les efforts devraient d'abord converger vers des actions qui entretiennent les chaînes d'approvisionnement alimentaires par:** i) un soutien à la production comprenant des intrants et équipements, ainsi qu'un soutien à l'irrigation; ce soutien se concentrera sur les productions à cycle court pour répondre aux besoins immédiats et générer des revenus; ii) un soutien à l'amélioration des infrastructures de stockage et de transport des produits agricoles périssables (poissons et produits aquatiques, fruits et légumes); iii) des soutiens appropriés aux familles touchées pour qu'elles puissent répondre aux besoins critiques; iv) et le maintien des programmes de filets de sécurité.
- **Les organisations paysannes joueront un rôle de premier plan.** Leur rôle est encore plus crucial pour maintenir les chaînes de valeur, assurer l'accès aux marchés urbains et contribuer à répondre aux besoins des consommateurs.
- **Un autre secteur qui devrait attirer l'attention est celui des entreprises agroalimentaires et leur rôle dans la relance des chaînes de valeur alimentaires.** Les micro- et petites entreprises agroalimentaires, à statut souvent informel, seront prioritaires, du fait de leur grande représentativité dans le tissu entrepreneurial et de leur empreinte sur l'emploi urbain et rural. Les mesures de restriction, entraînant une baisse de la demande, causent des dommages à ces entreprises peu résilientes aux chocs, et une stratégie audacieuse et volontariste de soutien financier leur sera nécessaire.
- **Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes est essentiel pour qu'ils puissent participer aux chaînes d'approvisionnement alimentaires. Ils contribuent à capter des valeurs ajoutées, à créer des productions supplémentaires, de nouvelles ressources, de nouvelles activités et de nouveaux emplois.** En outre, les jeunes ont montré un certain nombre d'initiatives spontanées pour soutenir les populations à risque ou touchées par la pandémie. Ces initiatives prennent la forme d'entreprises sociales et de pôles d'innovation technologique qui constituent autant de filières d'emplois potentielles.
- **La destruction de la biodiversité a généré une maladie zoonotique telle que la COVID-19. L'intégration dans les paquets techniques de la biodiversité est donc de la plus haute priorité pour préserver la santé humaine et environnementale, et par la suite la sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Du même coup, les actions d'adaptation au changement climatique seront intensifiées, étant donné que ce dernier est reconnu comme un multiplicateur de risque menaçant les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la santé.
- **Une planification proactive liant les actions d'urgence et le rétablissement à long terme sera établie, selon les principes opérationnels suivants :** i) elle vise à contenir la propagation de la pandémie et à atténuer ses conséquences dans les communautés concernées, en tenant compte de l'évolution potentielle de la situation sur le terrain ; ii) elle se conformera aux directives officielles et coordonnera les actions avec celles d'institutions spécialisées des Nations Unies telles la FAO, le PAM et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres initiatives ; iii) elle impliquera les acteurs locaux pour parvenir à des solutions durables, gérables et appropriables localement; iv) un système de suivi-évaluation sera mis en place afin d'organiser, coordonner et suivre les actions mises en œuvre, et évaluer dans quelles mesures les conséquences de la pandémie sont atténuées et tirer des leçons pour d'éventuelles résurgences de la COVID-19 et d'autres épidémies liées aux virus à venir ; v) et un système de communication entre les parties prenantes impliquées, utilisant autant que possible des plates-formes en ligne intégrant des outils TIC favorisant un travail, une collaboration et une coordination à distance.



IV. STRATÉGIE D'INVESTISSEMENTS ET CONCLUSION

Cadre d'investissements

i) **Potentiels et atouts du secteur agricole.** Un certain nombre de potentiels et d'atouts existent qui incite à l'investissement public et privé dans le secteur agricole: i) l'existence d'un potentiel agricole de 513.000 ha qui offre d'importantes possibilités d'intensification, de diversification et d'amélioration de la compétitivité du secteur ; ii) l'existence de superficie irrigable d'environ 135.000 ha dont seulement 50% ont fait l'objet d'aménagements hydroagricoles, environ 34% (46.000 ha) sont actuellement fonctionnels ; iii) l'existence d'environ 100.000 ha exploitables en décrue et derrière barrages à l'aide d'ouvrages de retenue d'eau et autour de 12 000 ha à vocation horticole, ainsi que l'existence d'environ 16 000 ha exploitables en système de production oasien.

L'élevage constitue un pilier très important du secteur agricole comme source d'apport alimentaire et nutritionnel, comme valeur refuge et comme activité spéculative. Ses pratiques se sont diversifiées et répondent aux demandes croissantes et diversifiées: développement de l'embouche ovine et bovine, de l'aviculture intensive et d'une production laitière. La production assure l'auto-suffisance en viande rouge et couvre 30% des besoins en lait et dégage même un excédent pour l'exportation. Des possibilités d'intensification bovine et ovine existent aussi bien en mode traditionnel extensif qu'en mode semi-intensif, ainsi qu'une marge importante de développement de la filière avicole et de la filière laitière.

ii) **Cohérence de la stratégie d'investissement (matériel et immatériel) agricole.** La SNDSR a identifié les priorités d'investissements dans les domaines clés en rapport avec le développement du secteur, à savoir : i) la mise en valeur d'une agriculture intensive et diversifiée ; ii) une conduite d'élevage avec des modes de production aptes à répondre aux contraintes climatiques et des ressources ; iii) des aménagements d'infrastructures rurales et des équipements ; iv) la formation professionnelle et l'emploi des jeunes intégrant des nouvelles approches dans les filières de formation ; v) le renforcement des dispositifs de recherches agronomique, vétérinaire et zootechnique élargis aux démarches filière et aux problématiques de gestion des ressources naturelles ; vi) le renforcement des conseil agricoles et ruraux destinés aux producteurs et à leurs organisations; vii) et le renforcement du système de financement rural.

Conclusion

Il faut d'abord souligner que les projections ne tiennent pas compte de phénomènes tels que les possible variations de la transition démographique, de la baisse de la fécondité ou des migrations; sans compter les changements alimentaires réels, l'impact du changement climatique, ou encore les inégalités d'accès à l'alimentation.

Par ailleurs, les projections ne sont pas des prévisions. Les résultats obtenus sont éclairants s'ils sont utilisés comme ordre de grandeur, comme des cas de figure plutôt que comme des situations futures réelles et s'ils sont retenus comme des éventualités sous hypothèses pour mieux planifier les investissements et orientations du secteur agro-sylvo-pastoral.

Cela étant, les résultats des projections interrogent sur si de telles projections peuvent réellement se réaliser compte tenu des potentiels agropastoraux (notamment fonciers) disponibles et viables, ou bien si les coûts financiers ne risquent pas d'être bien trop élevés au regard des capacités existantes ou simplement si elles n'imposent pas des choix d'investissements plus ciblés et plus sélectifs pour le pays.



PRÉSENTATION POWERPOINT

L'avenir de l'agriculture en République Islamique de Mauritanie: 2020-2100 Défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA



Hub Afrique de l'Ouest du FIDA
Takuro Harada

Sommaire

- I. Aperçu general
- II. Démographie
- III. Besoins
- IV. Opportunités, planification agricole et investissements
- V. Conclusion

I. Aperçu général



Population rurale :
2 million/ 4.4 million



Le minerai de fer et la
pêche sont les
principales industries



\$ +300 million de
déficit annuelle dans
le domaine agricole



PIB: \$ 5.235 milliard
PIB per capita : \$ 1,189
(2018)



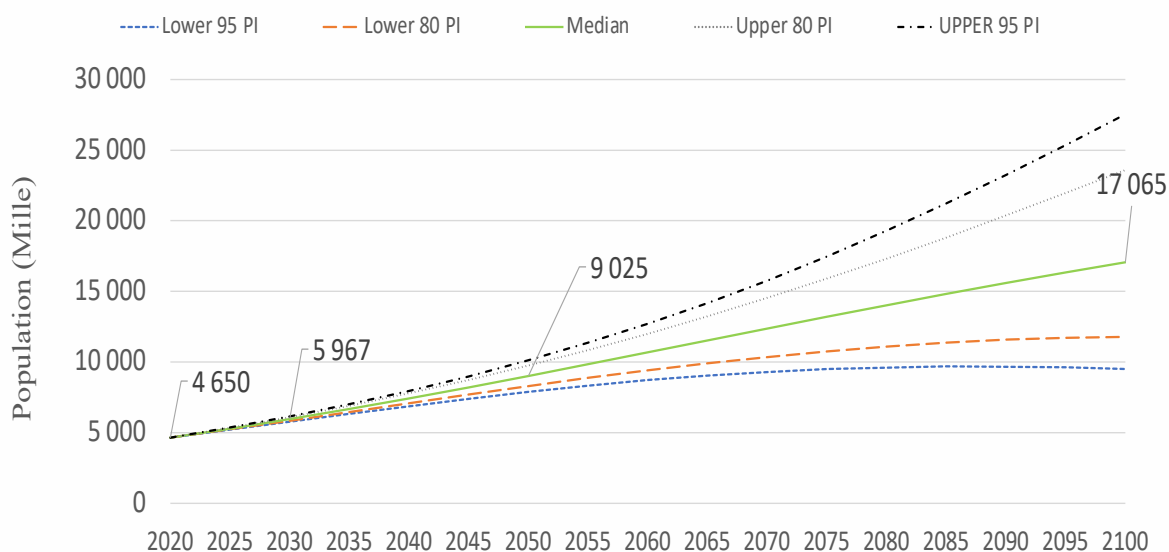
2.6 mille d'habitants vivent
avec moins de \$1,90 USD
par jour ('14)



+ 50% de la population
travaille dans l'agriculture

II. Évolution Démographique

Évolution de la démographie en Mauritanie 2020-2100 (Mille)

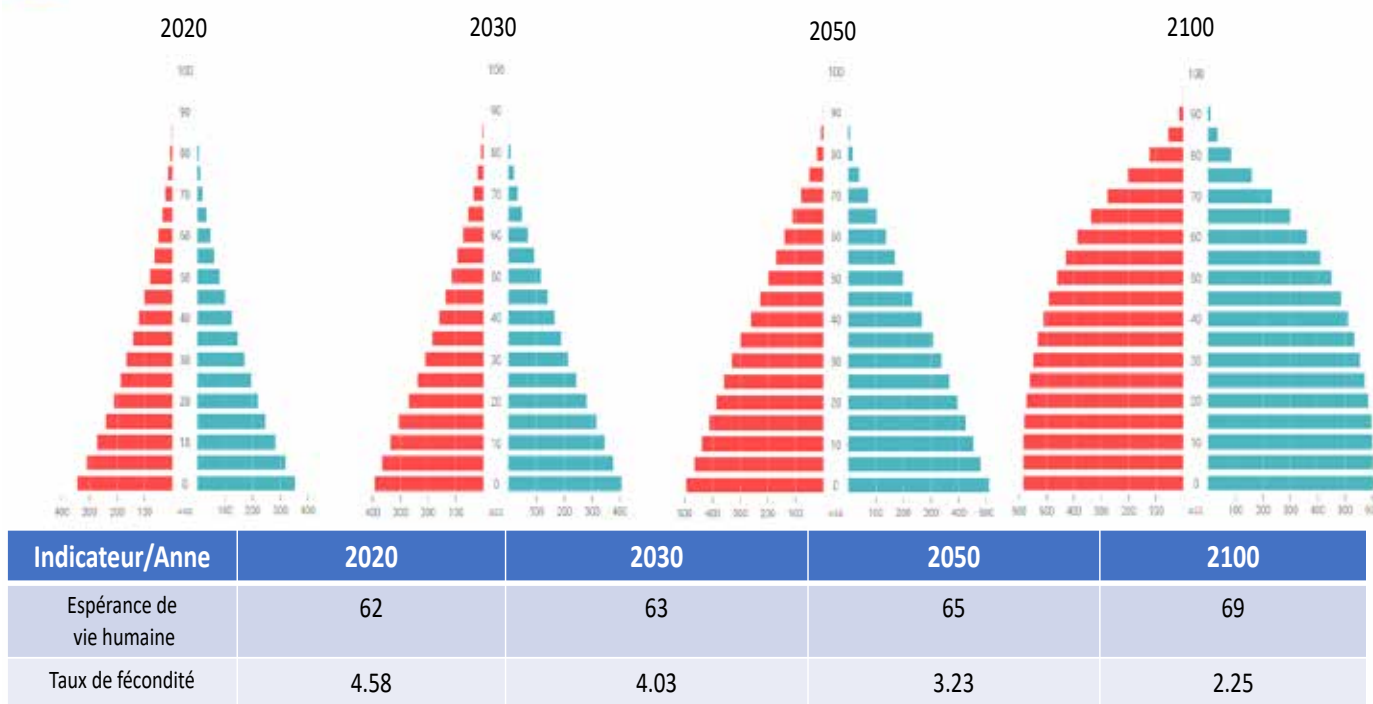


Il y aura une grande augmentation de la population en Mauritanie
de 4 650 mille (2020) à 17 065 mille (2100).

Source: World Population Prospects - Population Division - United Nations

II. Démographie - Pyramide des âges

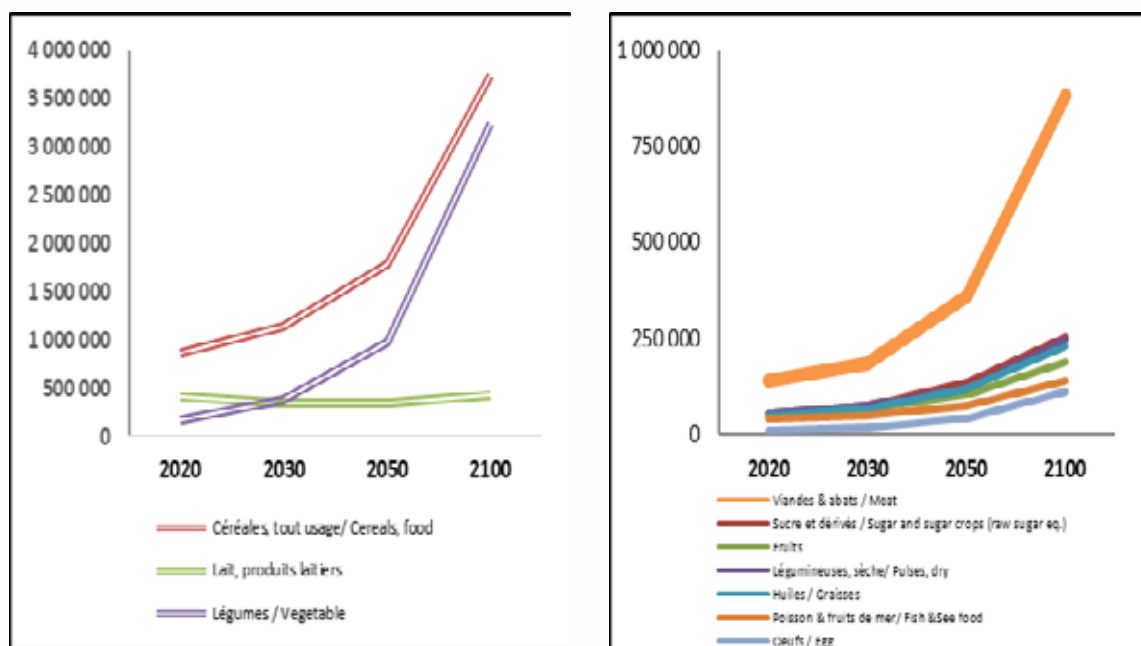
Pyramide des âges (2020-2100)



Source: UNFPA - United Nations Population Fund

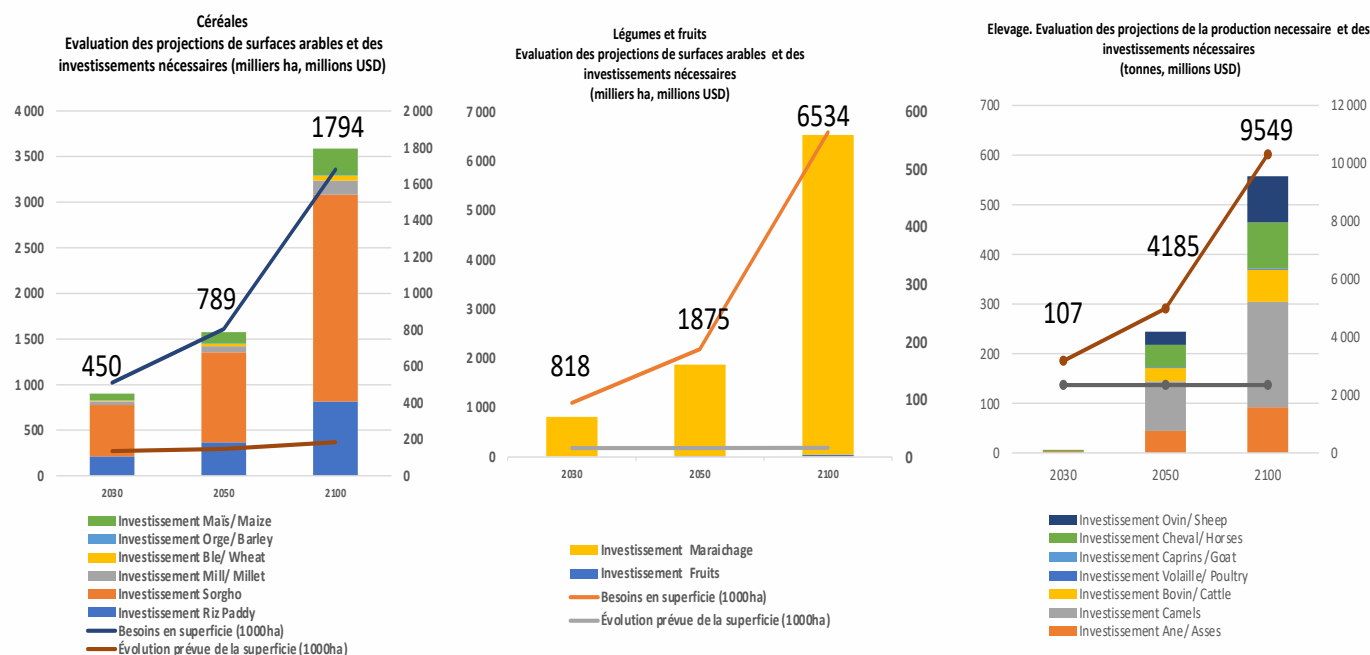
III. Besoins

Projection de l'évolution des besoins alimentaires en fonction des habitudes alimentaires entre 2020-2100 (tonnes)



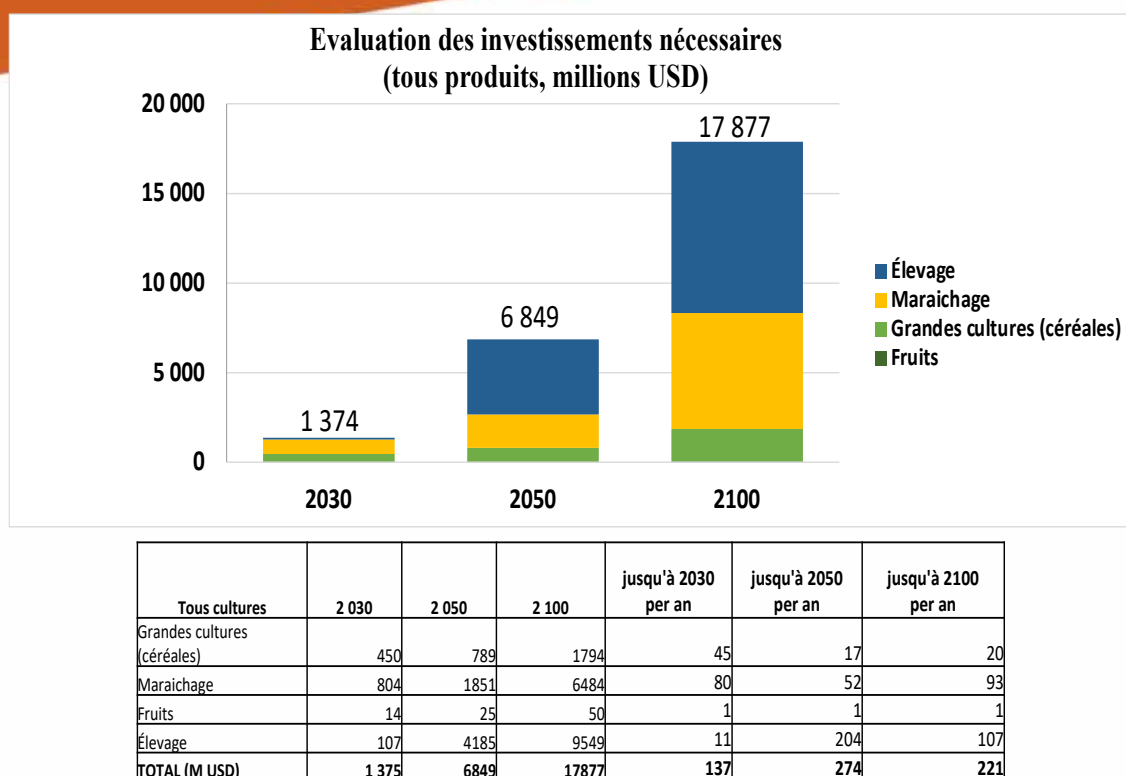
Source: Graphique de l'auteur calculé sur la base des données des 2 sources : 1) FAO, Cereal Supply and Demand Balance Sheet, 2) Mauritania - Our World in Data

IV. Opportunités et planification agricole



Hypothèse : Les habitudes alimentaires demeurent inchangées

IV. Opportunités et planification agricole



Hypothèse : Les habitudes alimentaires demeurent inchangées

V. Conclusions

- ❖ Il faudra investir 18 milliard USD dans l'agriculture jusqu'à 2100 afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire des Légumineuses, maraichage, grandes cultures (céréales), l'élevage et fruits. i.e. l'investissement de 225 million USD per an sera nécessaire.
- ❖ Parmi les investissements dans les produits agricoles, l'Élevage aura besoin de plus d'investissement puis le Maraichage et les grands cultures.
- ❖ Il faut d'abord souligner que les projections ne tiennent pas compte de phénomènes tels que les rythmes de la transition démographique, de la baisse de la fécondité ou des migrations; sans compter les changements alimentaires, l'impact du changement climatique, ou encore les inégalités d'accès à l'alimentation.
- ❖ Par ailleurs, les projections ne sont pas des prévisions. Les résultats obtenus sont éclairants s'ils sont utilisés comme ordre de grandeur, comme des cas de figure plutôt que comme des situations futures réelles et s'ils sont retenus comme des éventualités sous hypothèses.

Merci.

Volume I, des études de cas réalisées en novembre 2020 :

1. Cap-Vert,
2. Gambie,
3. Guinée,
4. Guinée-Bissau,
5. Mali,
6. Mauritanie,
7. Sénégal,
8. Synthèse régionale.

Contact:

Bureau de Dakar / Villa 1427
Corniche Ouest - Almadies, Dakar, Sénégal
Tel. + 221 33 868 05 87
Cell. + 221 77 450 94 58
Email: wcamailbox@ifad.org
www.ifad.org

